

Nouveau rapport du BIT sur la situation des travailleurs des territoires arabes occupés

GENÈVE (Nouvelles du BIT) – Le rapport annuel du Bureau international du Travail (BIT) sur la situation des travailleurs des territoires arabes occupés relève une certaine amélioration de la situation économique dans le territoire palestinien occupé, bien qu'elle demeure précaire, en particulier à Gaza.

Le rapport attribue ces progrès à une accélération du taux de croissance et à un taux d'emploi légèrement plus élevé bien qu'encore très faible par rapport au reste du monde. Le revenu moyen par habitant a augmenté de 3,7 pour cent en 2008 pour atteindre 1 390 dollars, toujours en deçà de 15 pour cent par rapport au sommet atteint en 1999.

Qui plus est, en raison du bouclage presque total de la bande de Gaza par Israël, la croissance n'a pas été équitablement répartie entre Gaza et la Rive occidentale, selon le rapport. La persistance du conflit a freiné la reprise économique, une décennie après le déclenchement de la seconde Intifada. «Plus le bouclage se prolonge, plus il mine les perspectives d'avenir pour les travailleurs et leur famille, en particulier celles de la jeune génération», ajoute le rapport.

«Cette situation économique, sociale et humanitaire désolée des territoires arabes occupés instaure un environnement dans lequel les droits des travailleurs et la dignité humaine sont quotidiennement bafoués», a déploré le Directeur général du BIT, Juan Somavia, ajoutant: «En l'absence d'autres choix possibles, de nombreux Palestiniens sont contraints de travailler dans l'économie informelle, souvent au prix de conditions de travail précaires et sans véritable protection sociale».

Ce rapport a été préparé pour la Conférence internationale du Travail qui a ouvert sa session annuelle le 2 juin. Les conclusions du rapport s'appuient sur des missions envoyées en début d'année dans les territoires arabes occupés et en Israël, ainsi qu'en République arabe syrienne, à l'Organisation arabe du travail et à la Ligue des Etats arabes au Caire, afin d'évaluer la situation des travailleurs des territoires arabes occupés, y compris la Rive occidentale, Gaza et le Golan.

Selon le rapport, Jérusalem-Est est encore plus isolée du reste de la Rive occidentale en raison de la politique qui vise à réduire la proportion de Palestiniens qui y vivent et y travaillent. Le rapport fait part de la profonde préoccupation qu'inspire la récente annonce par Israël de la poursuite de la colonisation à Jérusalem-Est qui a «compromis l'ouverture des pourparlers indirects destinés à préparer la reprise des négociations sur le fond. La récente ordonnance militaire sur la prévention de l'infiltration est perçue comme une épée de Damoclès par des milliers de familles palestiniennes».

De la même manière, le rapport constate que «les restrictions en matière de circulation et d'accès constituent les principaux obstacles au développement économique et à l'établissement d'un tissu social normal dans le Golan syrien occupé. Les citoyens syriens ont beaucoup de mal à obtenir un emploi et une source de revenus qui leur permettent de préserver leur identité arabe syrienne».

Dans son introduction au rapport, le Directeur général du BIT s'associe à l'appel du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient qui a souligné qu'il est primordial que la communauté internationale continue d'appuyer les efforts de l'Autorité palestinienne visant à construire un Etat.

Selon le rapport, intégrer l'emploi doit être un élément essentiel dans toutes les activités publiques qui visent à permettre au secteur privé de se développer. Le rapport met en exergue le fait que «l'emploi doit être au centre d'une stratégie fondée sur une économie en plein essor, le travail décent et la bonne gouvernance». Cela est particulièrement évident pour le blocus de Gaza que le rapport qualifie d'inacceptable, insoutenable et contreproductif,

ajoutant que «Plus le développement des entreprises et la création d'emplois productifs seront fortement entravés, plus les perspectives de tous les habitants de Gaza s'assombrissent».

En réponse à ces besoins cruciaux, le programme de coopération technique du BIT dans le territoire palestinien occupé a été étendu. Une attention toute particulière est portée au soutien des partenaires sociaux, dont l'Autorité palestinienne et les organisations de travailleurs et d'employeurs, ainsi qu'à l'élaboration d'un cadre juridique pour le dialogue social et le tripartisme.

Finalement, le rapport se félicite «des efforts d'Israël pour alléger le fardeau que représente l'occupation pour les travailleurs palestiniens et leurs familles. (...) L'OIT a toujours estimé qu'améliorer l'accès et la circulation est bénéfique pour le développement économique et l'emploi dans le territoire palestinien occupé. Toute solution durable au conflit passe par la création d'un Etat palestinien indépendant, démocratique et viable vivant dans la paix et la sécurité aux côtés de tous ses voisins».